



Cinquième Assemblée plénière

Bogotá, Colombie, du 19 au 21 novembre 2006

RAPPORT FINAL

Groupe de travail no. 1 : Commerce et intégration

Le Groupe de travail sur le commerce et l'intégration s'est réuni dans le Capitole national de la République de Colombie les 19 et 20 novembre 2006, avec la participation des pays suivants : Antigua et Barbuda, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Mexique, Suriname et Trinidad-et-Tobago, tous membres du FIPA.

Ce groupe était présidé par le député canadien James Bezan et a compté sur la participation de l'expert Paolo Giordano, représentant de la Banque interaméricaine de développement, Département de l'intégration et des programmes régionaux, qui a fait un exposé portant sur le thème « *La pression de la mondialisation sur les politiques relatives au commerce et à l'intégration : défis et possibilités pour l'Amérique latine et les Caraïbes.* »

L'objet de la conférence était de dresser un portrait général de certaines des principales tendances donnant forme à la concurrence mondiale que devront affronter les pays des Amériques dans un avenir immédiat, en mettant l'accent sur les aspects suivants :

- Répercussion de l'émergence de la Chine et de l'Inde en Amérique latine et dans les Caraïbes;
- Intégration régionale et mondiale de l'Amérique latine au début du XXI^e siècle;
- Gagnants et perdants du commerce et de l'intégration : le rôle des politiques complémentaires;
- Aide au commerce : coopération pour le développement en vue de la transition vers un commerce plus libre;
- Le rôle des institutions internationales dans l'aide au commerce;
- Conclusion et recommandations dans le domaine politique.

Au cours des débats qui se sont ouverts, on a pris note des positions des différents pays, à savoir :

- Considérer le défi commercial de la Chine et de l'Inde non comme une menace mais plutôt comme une occasion;

- Il existe une grande préoccupation pour les effets externes, comme la dépréciation du dollar;
- La politique de sécurité des États-Unis cause de grands soucis, notamment en ce qui concerne la construction du mur frontalier avec le Mexique;
- L'importance et le besoin de l'intégration pour sortir du sous-développement;
- L'importance de l'agenda d'intégration des Amériques;
- L'importance des accords régionaux et, en particulier, de l'intégration des pays d'Amérique et des Caraïbes;
- L'intégration commerciale est un moyen de parvenir à l'équité et de diminuer la pauvreté;
- Adapter le modèle européen d'intégration aux besoins de l'Amérique et des Caraïbes;
- Il existe une grande préoccupation pour la crise énergétique, le prix des combustibles, le manque de prévention et le non-respect des règles du jeu;
- Dans le monde des traités, celui qui n'avance pas reste en arrière.

RECOMMANDATIONS :

Adoptées par l'Assemblée plénière du FIPA le 21 novembre 2006

1. Il faut poursuivre l'agenda d'intégration des Amériques, en exhortant les pays membres du FIPA à souscrire un accord hémisphérique vers lequel convergeraient tous les accords bilatéraux.
2. On invite les membres de l'OMC à reprendre les négociations commerciales multilatérales dans le but de conclure les pourparlers de Doha pour le développement, en particulier en ce qui concerne l'ouverture des marchés agricoles.
3. Il faut éliminer toutes les barrières qui entravent le commerce international, y compris les droits de douane ou les subventions qui provoquent des distorsions de ce commerce. En même temps, il est nécessaire de préserver la capacité des pays à soutenir les secteurs les plus sensibles.
4. En vue d'une plus grande intégration, il faut éliminer tout type de barrières entre les pays membres du FIPA susceptibles d'affecter les droits de l'homme et d'entraver la libre circulation des personnes.
5. Il est nécessaire de promouvoir des politiques nationales complémentaires permettant de saisir les occasions offertes par l'insertion sur le marché international; en particulier des politiques d'infrastructures; d'éducation; de modernisation de l'État; de développement rural, agricole et de la pêche; de science et de technologie.
6. Il faut mettre en place des politiques favorisant l'intégration énergétique, en tenant compte des défis que posent les ressources non renouvelables et des possibilités

offertes par les ressources renouvelables telles que la bioénergie, l'énergie éolienne ou d'autres ressources.

7. On doit créer des mécanismes pour protéger la propriété intellectuelle, la libre concurrence, et pour abolir la contrefaçon.
8. Il faut travailler sur des programmes de développement durable et créer des programmes destinés à soulager la pauvreté et à améliorer les conditions de vie.
9. Devant l'émergence de la Chine et de l'Inde, on exhorte les pays membres du FIPA à considérer l'urgence de concevoir des politiques pour affronter la concurrence globale. À cet égard, on demande au FIPA d'établir un dialogue avec ces pays.
10. Il faut créer, pour les pays des Amériques et des Caraïbes, un fonds doté des ressources financières suffisantes pour faciliter la transition vers un régime de commerce plus libre et d'intégration plus profonde, particulièrement pour favoriser la connectivité dans la région, le développement des infrastructures (transports aériens, terrestres et maritimes) et la promotion de la petite et moyenne entreprise, en ligne droite avec l'initiative d'aide au commerce de l'OMC.
11. Les membres du FIPA doivent chercher à établir un dialogue permanent avec les États-Unis, en les encourageant à participer activement au FIPA.
12. On recommande un débat sur les affaires sociales afin d'obtenir le bien-être de nos peuples.
13. On recommande aux membres du FIPA de présenter ces recommandations à leurs parlements et pouvoirs exécutifs respectifs; de travailler conjointement avec leurs propres représentants exécutifs nationaux au FIPA pour s'assurer des progrès concrets de leur mise en place, et que le président de chaque chapitre national du FIPA fasse un rapport lors de la prochaine Assemblée plénière du FIPA sur les progrès réalisés par son pays.

M. James Bezan

Député canadien

Président du Groupe de travail no. 1

M^{me} Sandra Ovalle García

Rapporteure